

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 février 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 22 février 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à ma lettre en date du 19 octobre 2004 (S/2004/845), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport que les Seychelles ont présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

**Lettre datée du 11 février 2005, adressée au Président
du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent
des Seychelles auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Suite à votre lettre en date du 18 octobre 2004, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport présenté par mon Gouvernement en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,
Représentant Permanent
(*Signé*) Claude **Morel**

Pièce jointe***Introduction**

Le Gouvernement de la République des Seychelles a le plaisir de présenter le rapport de suivi ci-joint en réponse aux préoccupations exprimées par le Comité contre le terrorisme.

L'objet de ce rapport est de fournir au Comité des précisions qui ne figuraient pas dans le rapport précédent et de traiter de la manière voulue les autres questions posées.

Les Seychelles continuent de considérer le terrorisme comme un défi pour tous les États et restent déterminées à le combattre.

À l'instar des rapports précédents, le présent rapport de suivi exprime la détermination du Gouvernement des Seychelles et sa coopération en vue de l'application de la résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001, ainsi que des autres résolutions pertinentes.

* Les annexes au présent rapport sont conservées dans les archives du Secrétariat, où elles peuvent être consultées.

1.1 Le Comité contre le terrorisme note que la loi contre le terrorisme a été promulguée et que la République des Seychelles a promis de lui en communiquer le texte.

Le Comité trouvera ci-joint le texte de la loi relative à la prévention du terrorisme.

1.2 Veuillez indiquer la portée de cette loi au regard de l'article 45 B 2 d) de la loi sur les institutions financières.

L'article 45 B 2 d) de la loi sur les institutions financières déroge au principe du secret bancaire en obligeant les institutions financières et leur personnel à divulguer toute information relative à des comptes numérotés. Le Procureur général doit faire une demande dans ce sens au tribunal, qui peut ordonner cette divulgation dans le cadre d'enquêtes ou de poursuites pour trafic de stupéfiants ou de drogues dangereuses, trafic d'armes ou blanchiment d'argent.

1.3 S'agissant des services bancaires à distance, le Comité aimerait avoir des précisions sur la méthode employée par les autorités seychelloises pour s'assurer que les services proposés par la banque locale mentionnée à la page 4 du rapport supplémentaire ne peuvent servir à financer le terrorisme.

Une seule banque offre actuellement des services bancaires à distance, mais seuls sont possibles les virements de fonds locaux d'un compte à l'autre et les commandes de chèques, à l'exclusion des virements internationaux. Les inspecteurs du service de surveillance des banques se rendent régulièrement dans les locaux de cette banque à des fins de contrôle et de vérification.

1.4 Le Comité note que la République des Seychelles prépare une nouvelle législation, la loi de 2003 sur les prestataires de services financiers internationaux, afin de réglementer ce secteur d'activité. Il souhaiterait recevoir un rapport sur l'état d'avancement du projet. Vous voudrez bien par ailleurs indiquer les dispositions de ce texte qui se rapportent à la réglementation des sociétés commerciales et fiduciaires internationales.

La loi sur les prestataires de services financiers internationaux a été promulguée et est entrée en vigueur. S'agissant des sociétés commerciales et fiduciaires internationales, elle dispose que quiconque souhaite proposer des services financiers internationaux doit demander une licence à l'Office pour l'activité économique internationale des Seychelles (SIBA), à qui il appartient de déterminer sur la base du dossier si le demandeur est compétent et honorable.

La section 8 de la loi énonce certaines obligations des titulaires de licence – par exemple tenir des registres et des dossiers sur les activités de leurs clients et s'assurer que les fonds de leurs clients restent distincts de leurs fonds propres. La section 10.1 décrit le rôle du SIBA, à savoir contrôler les activités des titulaires de licence, conduire des investigations chaque fois que de besoin et examiner tous documents ou archives afin de vérifier la régularité des opérations. Tout titulaire de licence est tenu de remettre à l'Office tous registres, archives et documents obligatoires qui lui sont demandés et de lui communiquer tous renseignements et documents sur lui-même et sur sa société.

Les renseignements et documents ainsi obtenus par l'Office doivent rester confidentiels, sauf exceptions dûment énoncées à la section 12.2 : ordre d'un tribunal, consentement du titulaire ou du client, informations appartenant au

domaine public, données communiquées sous forme statistique ou dans un format ne permettant pas de déterminer l'identité du titulaire ou du client.

Aux termes de la section 13.1, le SIBA peut donner des directives à un prestataire de services financiers internationaux, voire lui prescrire des règles à respecter dans ses activités. Le non-respect de ces directives et règles constitue une infraction. La section 14.1 énonce les mesures que peut prendre l'Office si un titulaire de licence a des activités préjudiciables à l'intérêt collectif et contraires aux sections 6 à 13 de la loi sur les prestataires de services financiers internationaux ou à toute autre législation – par exemple imposer des mesures correctives au titulaire fautif ou même suspendre sa licence. La section 15.1 définit les termes de la révocation de licence. La section 3 définit un code de pratique qui oblige le titulaire de licence à connaître et identifier systématiquement ses clients et à pouvoir identifier les propriétaires effectifs des sociétés qui font affaire avec lui.

1.5 En ce qui concerne la réglementation du secteur financier non bancaire dont il est question à la page 7 du rapport supplémentaire, veuillez expliquer comment le Ministère des Finances encadre les activités de la Mutuelle de crédit des Seychelles (Seychelles Credit Union ou SCU) compte tenu des mesures évoquées à la page 6 de ce même rapport.

Le Ministère des finances avait antérieurement encadré les activités de la Mutuelle de crédit des Seychelles au titre de la loi sur les coopératives (chap. 50); il a maintenant délégué ses pouvoirs et ses responsabilités à la Banque centrale par l'ordonnance de 2004 relative à la délégation de pouvoirs (coopératives). La loi sur les coopératives oblige les mutuelles de crédit à présenter des rapports d'activité mensuels et des états financiers à la Banque centrale. En sa section 12, elle autorise la Banque centrale à émettre des directives fixant les règles que doivent respecter les coopératives dans l'exercice de leurs activités.

1.6 Le Comité note que les services de transfert ou remise de fonds ne sont pas réglementés pour l'instant. Il souhaiterait par conséquent connaître les mesures que comptent prendre les Seychelles pour réglementer et/ou surveiller ce secteur non financier.

L'absence de dispositions spécifiques concernant les services de transfert ou remise de fonds s'explique par le fait qu'il n'existe pas d'institution non financière proposant ce genre de services aux Seychelles. Il convient de noter à ce propos que la loi sur le contrôle des changes interdit les ventes et transactions en devises étrangères, sauf autorisation à cet effet, et qu'aux Seychelles seules des institutions financières comme les banques ont cette autorisation. Par conséquent, toute institution non financière qui proposerait ce genre de service serait dans l'illégalité.

Les amendements proposés à la loi contre le blanchiment d'argent permettront de contrôler et réglementer les services de transfert ou remise de fonds.

1.7 Le Comité note que le service de surveillance des banques de la Banque centrale des Seychelles reçoit des rapports de transactions suspectes (RTS) en application des notes directives sur les procédures anti-blanchiment à l'usage des banques et institutions financières des Seychelles émises par la Banque centrale en mars 1998 (voir p. 4 du premier rapport et p. 5 du rapport supplémentaire). Il aimerait par conséquent connaître le nombre de RTS déjà reçus par ce service. Veuillez par ailleurs préciser combien ont donné lieu à des enquêtes, poursuites et/ou sanctions.

À ce jour, la Banque centrale des Seychelles a reçu 29 rapports de transactions suspectes, émanant essentiellement de banques commerciales. Tous ont été transmis à la police pour suite à donner conformément aux dispositions de la section 5.3 de la loi de 1996 contre le blanchiment d'argent. Les investigations sont encore en cours.

1.8 Le Comité note que, à la date du dernier rapport, aucune disposition ne permettait de geler les fonds pouvant servir à financer des actes de terrorisme, et que les seules dispositions qui permettent aux autorités seychelloises de geler des fonds concernent les produits de la criminalité. À cet égard, le Comité fait remarquer que, à la différence des fonds blanchis, les fonds qui servent à financer le terrorisme ne sont pas nécessairement d'origine criminelle. Veuillez indiquer par conséquent les mesures que compte prendre la République des Seychelles pour introduire dans le droit national les dispositions législatives et réglementaires requises pour la mise en œuvre effective du paragraphe 1 c) de la résolution.

La promulgation de la loi relative à la prévention du terrorisme permet désormais à la République des Seychelles de mettre en œuvre le paragraphe 1 c) de la résolution concernant le gel des fonds liés au terrorisme. Aux termes de la section 36.1 de cette loi, le juge peut, sur requête ex-parte, délivrer une ordonnance interdisant à quiconque de disposer de quelque façon que ce soit d'un bien appartenant à un groupe terroriste ou contrôlé par lui ou en son nom, les fonds étant considérés comme un bien.

1.9 Le Comité note que les casinos ne font pas l'objet d'une législation particulière et que leurs activités sont réglementées par le service de délivrance des licences (voir p. 7 du rapport supplémentaire). Il tient à signaler que les casinos peuvent être des lieux commodes pour blanchir de l'argent et financer le terrorisme. Il souhaiterait par conséquent recevoir une description précise des dispositions en vigueur, ou envisagées, pour encadrer les activités de ces établissements. Veuillez par ailleurs indiquer si l'obligation de présenter des états financiers s'applique également aux casinos, et si le service de surveillance des banques de la Banque centrale des Seychelles, agissant comme cellule de renseignement financier, est l'autorité compétence pour recevoir ces rapports.

Afin que les casinos ne puissent devenir des lieux commodes de blanchiment des capitaux illégaux et des sources possibles de financement du terrorisme, la République des Seychelles envisage de modifier la loi sur le contrôle des changes de manière que les étrangers soient tenus de déclarer à leur arrivée aux Seychelles le montant des devises qu'ils apportent avec eux. Bien que les casinos ne fassent pas l'objet d'une législation particulière, leurs activités sont encadrées et réglementées par le service de délivrance des licences (voir ci-joint les extraits de la loi sur les licences qui se rapportent aux casinos).

Depuis janvier 1998, les casinos et autres établissements de jeux et paris figurent à l'annexe parmi les secteurs d'activité qui ont l'obligation de signaler à la Banque centrale, conformément à la section 5.2 de la loi de 1996 contre le blanchiment, toute opération de blanchiment en cours ou en préparation et toute infraction présumée dans ce domaine. Les RTS doivent être adressés au service de surveillance des banques, mais à ce jour les casinos n'en ont présenté aucun.

1.10 S'agissant de la compétence des tribunaux seychellois, veuillez indiquer dans quelles conditions les tribunaux nationaux ont la juridiction

extraterritoriale mentionnée à la page 10 du rapport supplémentaire, et donner des précisions sur les textes de loi concernés (loi contre le blanchiment d'argent, loi sur la délinquance informatique, loi sur l'aviation civile, loi sur la piraterie aérienne, loi contre le terrorisme, etc.)

Les tribunaux ont une juridiction extraterritoriale dans les cas décrits ci-après.

La loi relative à la prévention du terrorisme dispose en sa section 27.3 qu'un acte ou une faute commis hors des Seychelles seront réputés avoir été commis aux Seychelles si leur auteur :

- i) Est un citoyen des Seychelles;
- ii) N'est pas un citoyen des Seychelles mais réside habituellement dans le pays;
- iii) A agi pour contraindre le Gouvernement des Seychelles à accomplir ou ne pas accomplir un acte;
- iv) S'en est pris à un bien de l'État des Seychelles situé hors du territoire national;
- v) Se trouve sur le territoire des Seychelles après la commission de l'acte ou de la faute.

La loi de 1998 sur la délinquance informatique dispose en sa section 6 que les infractions visées à ses sections 3 et 5 (Effractions informatiques et modification illicite de matériel informatique) sont réputées avoir été commises aux Seychelles dès lors qu'elles font apparaître au moins un lien important avec les Seychelles. L'incrimination d'effraction informatique avec une intention criminelle visée à la section 4 s'applique comme si l'acte répréhensible que son auteur avait l'intention de commettre ou de faciliter ailleurs qu'aux Seychelles s'était produit sur le territoire seychellois.

L'article 1.1 de l'annexe à la loi sur la piraterie aérienne définit comme un acte de piraterie le fait de s'emparer ou de prendre illégalement le contrôle ou les commandes d'un appareil, par la force ou par la menace, quelle que soit la nationalité du pirate de l'air, le pays dans lequel l'appareil est immatriculé, et que l'appareil se trouve aux Seychelles ou ailleurs. Il convient toutefois de noter qu'il ne s'applique que si le pirate de l'air est un citoyen des Seychelles, ou si l'infraction est commise aux Seychelles, ou si l'appareil est immatriculé aux Seychelles ou est utilisé par l'armée, les douanes ou la police seychelloise.

La loi sur l'aviation civile permet au ministre à prendre des arrêtés à effet extraterritorial. L'arrêté de 1969 relatif aux territoires étrangers prévoit en effet que des dispositions qui s'appliquent aux aéronefs immatriculés aux Seychelles sont valables où que se trouvent les aéronefs en question, et valables également pour tout aéronef se trouvant aux Seychelles. En outre, dans la mesure où elles interdisent, imposent ou réglementent certains actes tant de la part des passagers que de l'équipage de tout aéronef immatriculé aux Seychelles, ces dispositions s'appliquent à ces personnes où qu'elles se trouvent. De même, les dispositions concernant l'interdiction, l'obligation ou la réglementation d'un acte par d'autres personnes en relation avec un aéronef immatriculé aux Seychelles sont opposables à ces personnes si elles ont la nationalité seychelloise, et cela où qu'elles puissent se trouver.

1.11 À la page 11 de son rapport supplémentaire, la République des Seychelles annonce son intention de conclure d'autres traités bilatéraux. Le Comité souhaiterait avoir des informations détaillées sur le projet de signature de traités bilatéraux avec des pays autres que ceux du Commonwealth, en matière d'extradition, d'entraide juridique, etc.

La République des Seychelles a conclu des traités d'extradition avec le Royaume-Uni et le Kenya.

1.12 Le Comité note que la loi de 1991 relative à l'extradition ne s'applique qu'à des pays ou États du Commonwealth avec lesquels la République des Seychelles a conclu un traité (deuxième partie). Il souhaiterait donc connaître les dispositions qui vont régir les demandes d'extradition émanant de pays ne faisant pas partie du Commonwealth et n'ayant pas conclu de traité d'extradition avec les Seychelles.

Il faut noter qu'une demande d'extradition émanant d'un pays ne faisant pas partie du Commonwealth n'est recevable que si le pays en question a signé un traité d'extradition avec les Seychelles. Cependant, la section 31 de la loi relative à la prévention du terrorisme dispose que, si l'État demandeur est partie à une convention de lutte contre le terrorisme à laquelle la République des Seychelles est également partie, le ministre peut, par décret publié au Journal officiel, considérer la Convention comme un traité au sens de la loi relative à l'extradition.

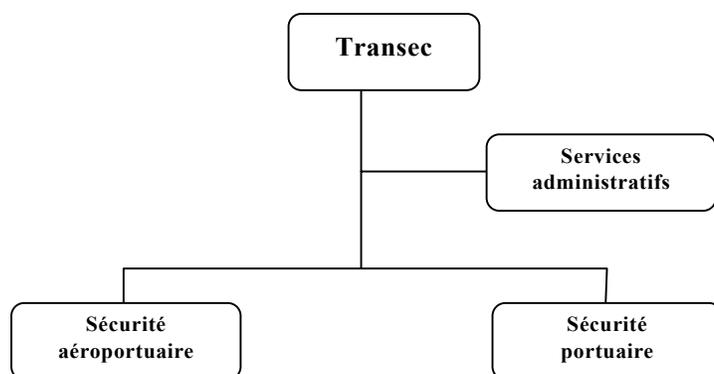
1.13 Veuillez indiquer au Comité où en est la restructuration des services administratifs dont il est question dans le dernier rapport de la République des Seychelles (voir p. 11 du rapport supplémentaire).

1.7 Division de la sécurité des transports

La Division est dirigée par un directeur doté des attributions suivantes :

- Veiller au respect des normes de sécurité à l'aéroport international des Seychelles et dans les aéroports desservant les lignes intérieures;
- Appliquer les normes de sécurité fixées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'autorité de l'aviation civile et la direction des affaires portuaires;
- Former les agents de sécurité portuaire et aéroportuaire;
- Prêter son concours aux enquêtes sur les infractions commises dans les zones portuaires et aéroportuaires à accès réglementé.

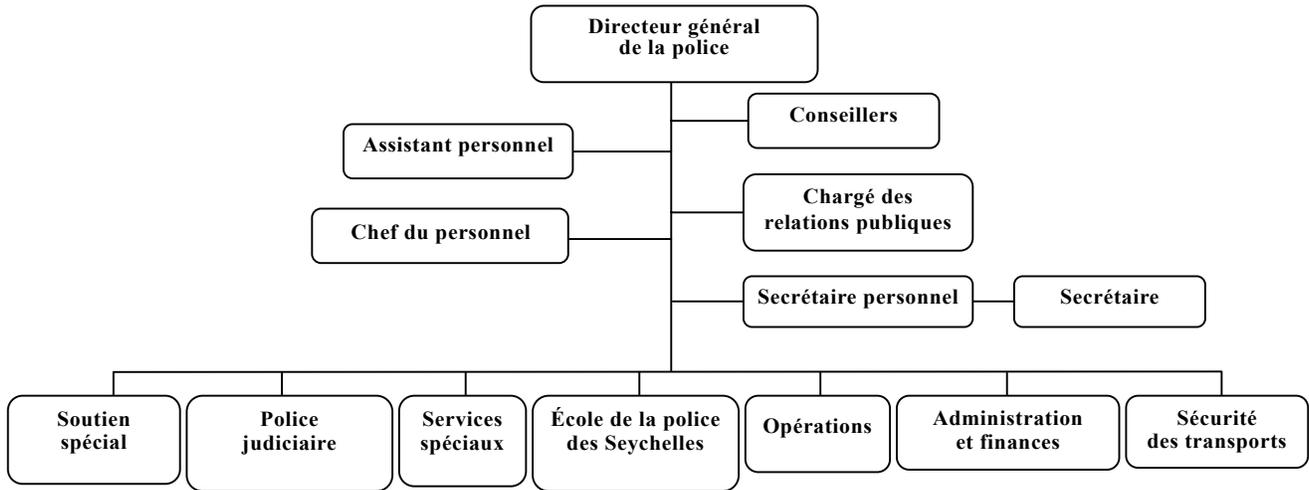
Organigramme de la Division de la sécurité des transports (Transec)



Responsabilités générales :

- Commander, superviser, administrer et encadrer les forces de police;
- Fixer les principes d'organisation des forces de police et des services auxiliaires;
- Établir des règles écrites de conduite et de discipline.

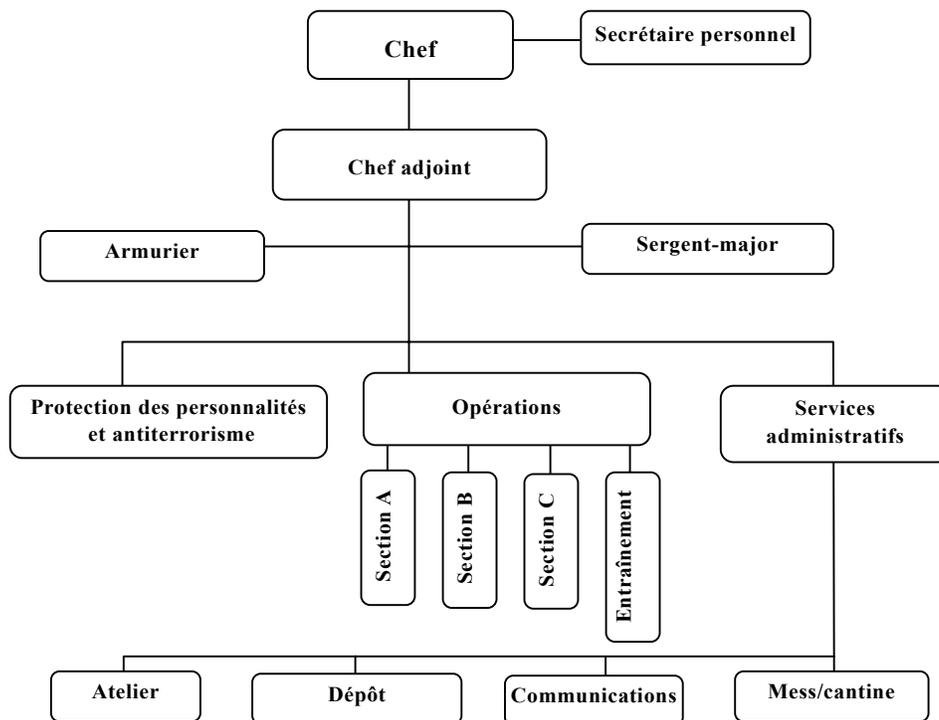
Organigramme de Secrétariat du directeur général de la police



La Division est dirigée par un chef chargé de :

- Contenir les manifestations et les émeutes et rétablir l'ordre;
- Veiller à la sécurité et lutter contre le terrorisme;
- Assurer une présence policière dans les zones stratégiques et vulnérables;
- Participer à la défense du territoire, à l'effort national d'aide humanitaire et aux missions ordinaires de la police autant que de besoin.

Organigramme de la Division spéciale de soutien

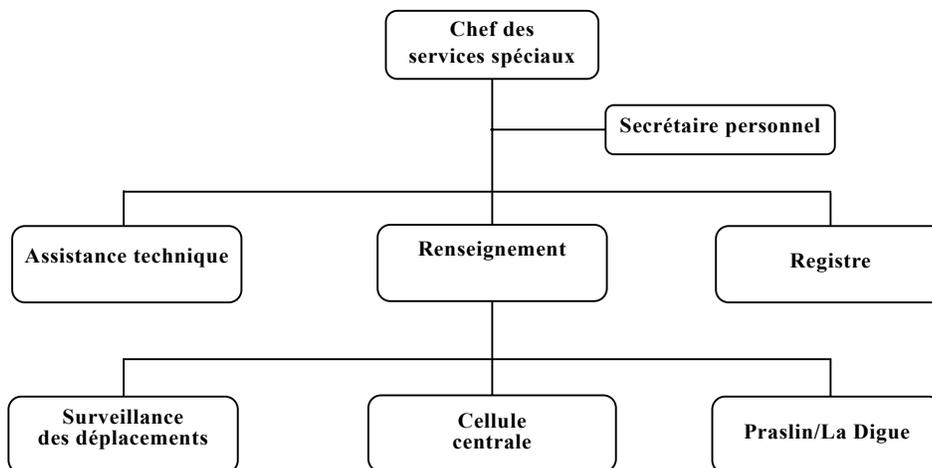


3. Division des services spéciaux

La Division est dirigée par un chef adjoint chargé :

- D'administrer le service de sécurité et de renseignement;
- De prévenir et repérer les activités qui portent atteinte à la sécurité de l'État;
- De recueillir, vérifier et transmettre tous renseignements concernant des faits relatifs à la sécurité de l'État.

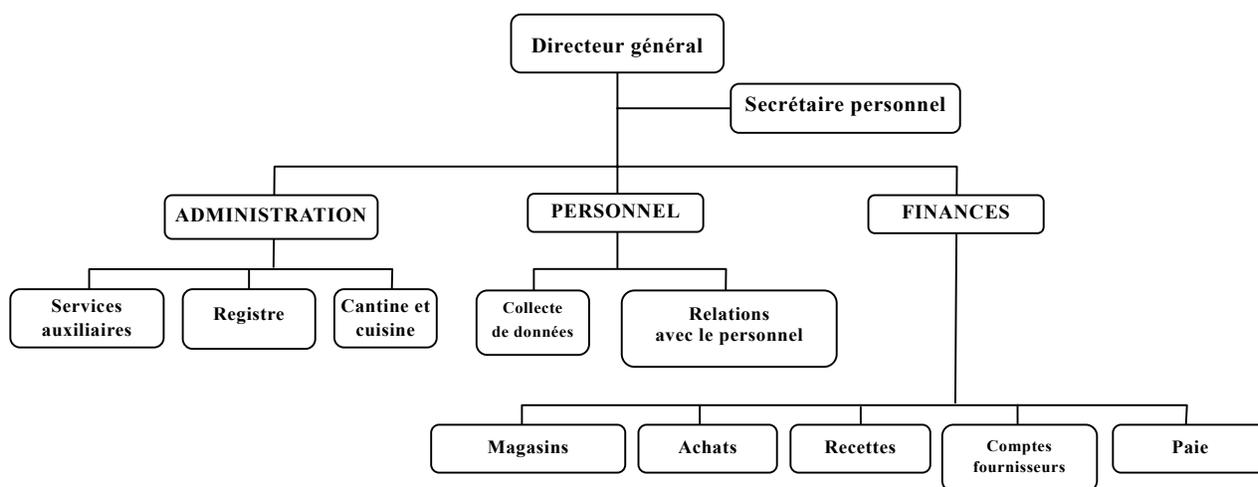
Organigramme de la Division des services spéciaux



1.4.3 Section des finances

- Planifie, dirige et coordonne les opérations financières;
- Prépare le budget du Département;
- Supervise les opérations financières et vérifie les dépenses;
- Veille à l'établissement diligent des rapports financiers.

Organigramme de la Division de l'administration et des finances

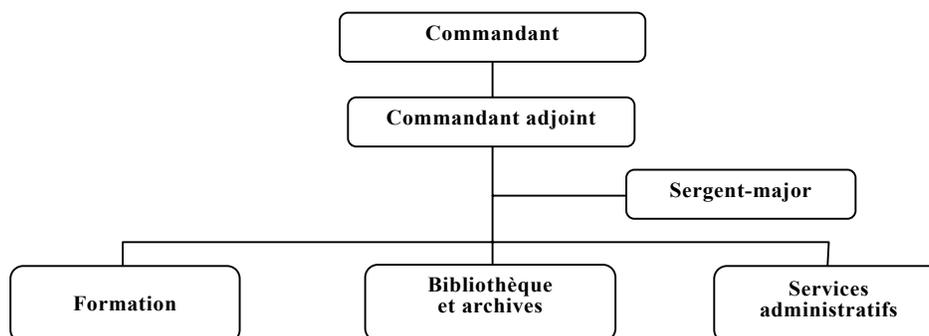


1.5 École de la police des Seychelles

La Division est dirigée par un commandant chargé de :

- Planifier, coordonner et piloter les programmes de formation des élèves;
- Organiser des cours de mise à jour et de perfectionnement à l'intention des policiers en exercice;
- Organiser des cours de mise à niveau à l'intention des policiers;
- Organiser des programmes de formation pour des agences extérieures;
- Faire des recherches pour répondre à des besoins de formation spécifique/spécialisée;
- Faciliter les recherches, les études et l'enrichissement des connaissances sur l'activité policière;
- Conserver les archives ayant une valeur historique, les rapports scientifiques et les dossiers médico-légaux.

Organigramme de la Division de l'école de la police des Seychelles

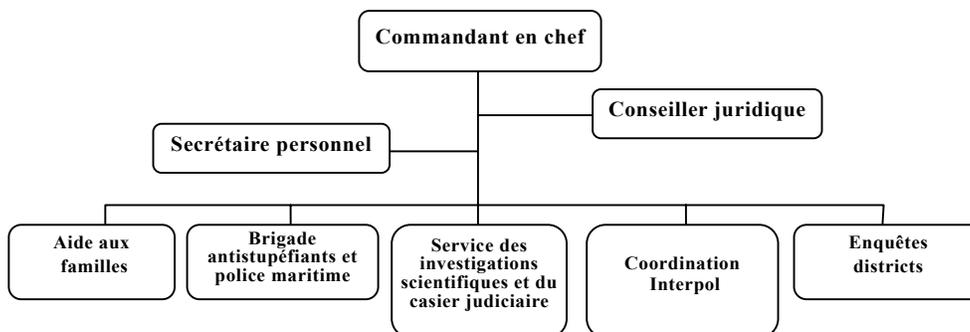


Division de la police judiciaire

Le chef de la Division de la police judiciaire :

- Veille à la bonne conduite des enquêtes criminelles et à l'instruction complète de tous les dossiers;
- Donne des directives administratives et opérationnelles aux commissariats de district et aux agences extérieures;
- Conserve et classe les pièces à conviction;
- Tient les archives des affaires criminelles et des infractions routières;
- Appuie les différents services de la Division (empreintes digitales, photographie, recherches sur les lieux du crime, laboratoire de police technique et scientifique, brigade anti-stupéfiants et police maritime);
- Recueille et analyse l'information criminelle et surveille les délinquants;
- Assure la liaison avec l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol);
- Échange des informations de police avec les services responsables de l'application des lois.

Organigramme de la Division de la police judiciaire



1.14 Veuillez indiquer les infractions (en précisant dans quels textes de loi elles figurent) qui correspondent aux infractions définies par les instruments internationaux de répression du terrorisme auxquels la République des Seychelles est partie.

Le texte donnant effet aux instruments internationaux de répression du terrorisme est la loi de 2004 relative à la prévention du terrorisme, qui érige en infractions les actes suivants :

- Commettre un acte de terrorisme;
- Verser ou collecter des fonds pour financer le terrorisme;
- Utiliser un bien pour commettre un acte de terrorisme;
- Receler des fonds liés au terrorisme ou en prendre le contrôle;
- Négocier un bien détenu ou contrôlé par un groupe terroriste;
- Donner ou demander une aide à des groupes terroristes ou pour commettre un acte de terrorisme;
- Abriter des terroristes;
- Fournir des armes à des terroristes;
- Entraîner des terroristes ou groupes de terroristes;
- Encourager et faciliter le terrorisme dans des pays étrangers;
- Comploter en vue de commettre les infractions réprimées par la loi;
- Appartenir à un groupe terroriste;
- Organiser des réunions pour soutenir des groupes terroristes;
- Participer à la commission des infractions visées par la loi.

1.15 Le Comité note que les Seychelles n'ont pas de législation spécifique en matière de commerce des diamants et autres pierres ou métaux précieux tels que l'or. Il souhaiterait par conséquent avoir des précisions sur la délivrance des licences d'import-export de diamants et savoir notamment si un certificat d'origine est obligatoire. Veuillez en outre indiquer quelles mesures envisage la République des Seychelles pour réglementer le commerce des autres pierres ou métaux précieux.

La République des Seychelles n'a pas de législation spécifique en matière de commerce des diamants et autres pierres et métaux précieux tels que l'or, pour la simple raison que ces ressources naturelles n'existent pas aux Seychelles. Mais quiconque souhaite importer ce genre de marchandises doit demander une autorisation à cet effet, et par conséquent en préciser le pays d'origine.

1.16 Veuillez indiquer au Comité où en est le projet de ratification des trois protocoles facultatifs à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée mentionné dans le dernier rapport de la République des Seychelles (voir p. 9 du rapport supplémentaire)

- Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale organisée

Le Protocole a été signé par la République des Seychelles le 22 juillet 2002; il a été ratifié le 22 juin 2004 et est entré en vigueur le 21 juillet 2004.

- Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

Le Protocole a été signé par la République des Seychelles le 22 juillet 2002. Il a été ratifié le 22 juin 2004, et est entré en vigueur le 21 juillet 2004.

- Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

La République des Seychelles a signé ce protocole le 22 juillet 2002. Il n'a pas été ratifié.

La loi du 1^{er} novembre 1973 sur les armes à feu et munitions, modifiée par la loi n° 31 du 1980, contient les dispositions du protocole susmentionné.

Le Ministère des Affaires étrangères communique ci-joint photocopie du plan des sections et des première et deuxième parties, qui concernent directement les points visés dans le Protocole.

1.17 Le Comité n'ignore pas que la République des Seychelles peut avoir répondu, en totalité ou en partie, aux points soulevés aux paragraphes qui précèdent dans des rapports ou des questionnaires soumis à d'autres organisations qui veillent au respect des normes internationales. Il apprécierait de recevoir un exemplaire de ces rapports ou questionnaires au titre de la réponse de la République des Seychelles à ces questions, ainsi que des précisions sur les efforts accomplis pour mettre en œuvre les meilleurs codes, normes et pratiques relatifs à l'application de la résolution 1373.

Les seuls rapports consacrés à ces questions et aux mesures antiterroristes sont le présent rapport ainsi que le rapport supplémentaire et le premier rapport présentés par la République des Seychelles.